

Au chapitre de la défense aérienne, il faut aussi inclure les patrouilles aériennes en mer, le transport aérien militaire, et le soutien aérien tactique à fournir aux forces terrestres. Voilà autant de tâches qui demeureront sans doute et qui nécessiteront, avec le temps, l'acquisition de nouveaux aéronefs. Le principal engagement qui subsiste pour les forces aériennes concerne la défense des territoires alliés en Europe; le débat à cet égard porte notamment sur l'avenir du 1<sup>er</sup> Groupe aérien du Canada (1 GAC). Les principales options se résument comme suit : lui conserver deux escadrons, avec quarante-huit avions; ne garder qu'un seul escadron et vingt-quatre avions; ou le ramener au complet au Canada.

La défense maritime revêt aussi beaucoup d'importance. Le souci du Canada d'affirmer sa souveraineté sur ses eaux nationales et ses zones de pêche, de veiller sur son environnement marin, de protéger le continent nord-américain de concert avec les États-Unis, de défendre l'Atlantique Nord et de préserver la stabilité internationale avec le soutien d'autres pays partageant les mêmes idées que lui, voilà qui montre que notre pays va vouloir conserver dans l'avenir prévisible des forces navales dignes de mention.

De quel type de flotte le pays doit-il se doter ? Telle est la question. Un des scénarios possibles se présente comme suit : mener à terme les plans actuels d'acquisition de frégates et de navires chasseurs de mines, puis se doter de patrouilleurs côtiers rapides, d'aéronefs de patrouille côtiers et d'une petite flotte de sous-marins hybrides ou classiques. Il sera important, aussi, de déployer des sonars de fond fixes. Et l'on renforcera probablement les accords de coopération entre les diverses flottes du Canada, dont celles de la Garde côtière et du ministère des Pêches.

Autre question critique, l'avenir des forces terrestres. Au cours des quatre dernières décennies, elles ont principalement assumé des rôles en Europe et dans les contingents de maintien de la paix, tout en remplissant des tâches au Canada même, notamment en prêtant main-forte sur demande aux autorités civiles. Le gouvernement est en train de redéfinir leur rôle en Europe, vu l'évolution marquée de la conjoncture